

Commission: Sommet UE, Méditerranée et Moyen-Orient

Problématique : "Comment relancer une coopération trans-méditerranéenne - Moyen-Orient profitable?"

Auteur: Pays-Bas

Membre fondateur de la Communauté européenne, les Pays-Bas ont été très impliqués dans la construction européenne. Le gouvernement actuel du Pays-Bas est composé du roi et des ministres. La responsabilité des affaires courantes du gouvernement incombe aux ministres et aux secrétaires d'État. Les Pays-Bas sont une monarchie constitutionnelle de longue tradition parlementaire. Le Roi Willem Alexander est le chef d'État des Pays-Bas depuis le 30 avril 2013, à la suite de l'abdication de sa mère, la Reine Béatrix. Le 7 juillet 2023, tous les ministres et secrétaires d'État du gouvernement ont été remis au Roi par le Premier ministre Mark Rutte. Les Pays-Bas se distinguent par leur constitution monarchique. Cela implique qu'un roi ou une reine est le chef de l'État, dont les pouvoirs sont établis dans la Constitution. Les pouvoirs du roi sont très restreints aux Pays-Bas. Les ministres, et non le monarque, sont chargés de l'action du gouvernement, selon la Constitution. Le cabinet est constitué de ministres. Le sommet axé sur les enjeux méditerranéens et du Moyen-Orient pose le problème de la relance d'une coopération transméditerranéenne/Moyen-Orient profitable.

Le partenariat stratégique entre l'Union européenne, la région méditerranéenne et le Moyen-Orient a été établi par les Européens en juin 2004 à Bruxelles. Ce partenariat offre un cadre politique visant à encourager les réformes politiques, économiques et sociales au sein de ces deux régions, en réponse aux besoins exprimés par les sociétés concernées elles-mêmes, et à contribuer à leur développement socio-économique. Les enjeux soulevés par la problématiques de ce sommet sont les relations commerciales entre les pays concernés, les enjeux de sécurité en particulier la lutte contre le terrorisme, la question des migrations transméditerranéennes et l'aide au développement et le lancement d'une réflexion commune sur les questions environnementales. Les Pays-Bas sont concernés par ces enjeux pour des raisons économiques, de sécurité et diplomatie, de migration et environnementales.

En effet, les Pays-Bas font partie du traité de libre-échange avec certains pays du Moyen-Orient et sont actifs dans la construction d'infrastructures portuaires en Méditerranée, ce qui permet de faire fleurir l'économie néerlandaise. De plus, les Pays-Bas soutiennent dans le cadre des Nations Unies l'organisation d'opérations de maintien de la paix au Moyen Orient, comme la mission de la FINUL au Liban, au cours de laquelle les Pays-Bas ont fourni des troupes et autres formes de soutien. Les Pays-Bas ont aussi affirmé leur soutien aux processus de paix au Moyen Orient, notamment pour la question israélo-palestinienne: les Pays Bas proposent officiellement une solution à deux états: un état d'Israël en sécurité et un état Palestinien stable. Quant aux questions migratoires, le Pays-Bas exerce un contrôle migratoire sévère, et fait partie d'un accord de l'Union européenne avec la Turquie qui prend en compte le renvoi de migrants en situation irrégulière. Concernant les enjeux environnementaux, les Pays Bas sont actifs dans des partages de formations, des échanges d'expertise et des projets de démonstration dans des domaines tels que la gestion des inondations, la conservation de l'eau et l'irrigation efficace, comme le projet Delta, un vaste programme de gestion des risques liés aux inondations et de protection contre les tempêtes qui a été mis en place après les graves inondations survenues en 1953. Les Pays-Bas soutiennent aussi des projets de développement durable en région méditerranéenne tel que "Ecosystem-Based Disaster Risk Reduction" (Réduction des risques de catastrophe basée sur les écosystèmes) en Tunisie. Les Pays-Bas, en collaboration avec des partenaires locaux et internationaux, fournissent un soutien financier, technique et scientifique pour la mise en œuvre de ce projet.

Les Pays-Bas sont membres de la Coalition internationale contre Daech, ils ont aussi exercé la coprésidence du Global Counterterrorism Forum (fondé en 2011) de 2015 à 2019. Ils sont donc fortement impliqués dans la lutte contre le terrorisme.

Sur la scène internationale, ils soutiennent un rôle renforcé et unifié des Européens dans la résolution des conflits (Proche-Orient, Libye, Haut-Karabagh) et la défense des droits de l'Homme (Chine, Turquie). Les Pays-Bas participent par des contingents de personnels à des missions de maintien de la paix de l'ONU, telles que celles entre Israël et la Syrie (UNDOF) et entre le Liban, la Syrie et Israël (UNTSO). Membre de l'OTAN, l'armée néerlandaise est présente en Lituanie et en Roumanie, au sein des missions de « Enhanced Forward Presence ». Au sein de l'UE, ils participent à l'opération Atalante.

Ainsi, historiquement, les Pays-Bas ont adopté une approche pragmatique et ouverte en ce qui concerne la coopération internationale. Concernant la mise en place d'une collaboration optimale entre les pays méditerranéens et ceux du Moyen-Orient, les Pays-Bas ont toujours exprimé leur intérêt pour favoriser le dialogue et la coopération multilatérale. Les Pays-Bas, en tant que pays qui encourage les initiatives diplomatiques et le développement durable, ont fréquemment apporté leur soutien à des projets visant à renforcer les liens entre les régions méditerranéennes et moyen-orientales. Les valeurs qu'ils défendent incluent le respect des droits de l'homme, la démocratie et la promotion de la paix, ce qui constitue le fondement d'une collaboration constructive et mutuellement bénéfique entre ces régions.